

"Survie" dans Le Monde diplomatique (Septembre 1993)

Légende: En septembre 1993, Ignacio Ramonet, éditorialiste du mensuel français Le Monde diplomatique, fustige les dangers pour la lutte contre le chômage et pour le développement économique en Europe du maintien des critères de convergence fixés par le traité de Maastricht afin de préparer le passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM).

Source: Le Monde diplomatique. Septembre 1993, n° 474. Paris.

Copyright: (c) Le Monde diplomatique

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"survie"_dans_le_monde_diplomatique_septembre_1993-fr-e6ec47b2-7539-45a8-b98c-891833c1f06a.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Survie

IGNACIO RAMONET

AFFECTANT, contre toute évidence, de ne voir qu'une péripétie dans l'implosion du système monétaire européen (SME), les autorités de Paris et de Bonn continuent de se prononcer, imperturbables, pour le maintien des critères de convergence définis dans le traité de Maastricht... Critères exclusivement monétaristes qui permettraient à la fin du siècle (ou peut-être) de confier la gestion de la monnaie européenne à une banque centrale indépendante des autorités politiques et, donc, de toute expression démocratique. Exemple avant-goût de cette future situation de dépendance des citoyens face à des banquiers n'ayant de comptes à rendre à personne: le spectacle humiliant des gouvernements européens retenant leur souffle dans l'attente des décisions de l'orgueilleuse Bundesbank...

Dans sa mouture actuelle, la perspective de l'union économique et monétaire (UEM) a déjà fait des ravages dans les économies d'Europe de l'Ouest. C'est au nom de la "convergence" que les gouvernements belge, espagnol, grec, italien, entre autres, ont mis en oeuvre de draconiens plans d'austérité, grossissant encore davantage les rangs de leurs chômeurs et, par la dictature des taux d'intérêt élevés, favorisant la rente au détriment de l'investissement productif et contribuant à aggraver la récession. Un récent rapport (évidemment non rendu public) de la Commission de Bruxelles reconnaît que l'UEM provoquerait "*un substantiel accroissement du chômage*" au sein des Douze⁽¹⁾...

Certes, dit-on, ces problèmes sont "*conjuncturels*" et, à la fin, les salariés et leurs familles s'en trouveront mieux. Mais nul n'ose plus annoncer la "sortie du tunnel". On affirme également que toutes ces "retombées négatives" sont fort regrettables, mais que l'autre terme de l'alternative - le flottement des monnaies - ne bénéficierait qu'aux spéculateurs...

Il est bien temps, en effet, de se poser des questions sur le caractère scandaleux de la spéculation et sur les fantastiques bénéfices ainsi empochés. Mais n'est-ce pas là une conséquence naturelle d'une construction européenne qui a libéré les mouvements de capitaux et aboli tous les contrôles de change sans aucune espèce de garde-fou?

Quel est aujourd'hui le problème majeur de l'Europe? Ce n'est pas l'union monétaire, mais tout simplement la survie de ses sociétés comme ensembles solidaires face à la montée angoissante du chômage (100 000 nouvelles pertes d'emploi en France au cours du dernier trimestre), de l'exclusion et de la récession. Persévérer dans les critères de convergence de Maastricht c'est, à coup sûr, précipiter davantage ce mouvement et exposer les pays à la dislocation sociale.

SAUVER la construction de l'Europe apparaît comme un objectif politique essentiel à l'heure où rôdent, à ses frontières immédiates, l'ultranationalisme et la barbarie. Mais on ne répond pas à ces défis par des taux d'intérêt ou des critères de convergence. Le terrain qui s'impose est celui du social. Réduire massivement et de façon concertée la durée du travail, exploiter toutes les possibilités de nouveaux emplois d'utilité collective (même si non "solvable" dans le système marchand), créer des postes de travail dans le secteur public (enseignement, prévention, santé), voilà de quoi redonner du crédit à l'espérance européenne et la dégager de la gangue monétariste qui est en train de la condamner.

S'il faut protéger ce projet de civilisation par une préférence commerciale communautaire, et par l'introduction de clauses sociales et écologiques dans les négociations du GATT (ce qui équivaut à remettre en cause la logique de l'Uruguay round), le moment est enfin venu de le proclamer haut et fort.

Quant à la spéculation, objet d'anathèmes mais pas de contre-mesures, une taxation suffisamment dissuasive des mouvements de capitaux pourrait certainement la rendre moins virulente. Ces propositions ne font sans doute pas l'unanimité au sein des Douze. Faut-il pour autant ne point les formuler directement devant les opinions? Au lieu de pâles gestionnaires, c'est de visionnaires dont l'Europe a, besoin pour la tirer de l'épreuve qu'elle traverse.

Ce que l'Allemagne se permet de réaliser - la reconstruction de sa partie orientale - à un coût gigantesque, qu'elle fait partager, sans leur avoir demandé leur avis, à ses partenaires communautaires via la Bundesbank, pourquoi l'Europe tout entière ne l'entreprendrait-elle pas à l'échelle continentale de même qu'en direction de ses marchés du Sud, le Maghreb en priorité?

(1) *Financial Times*, 16 août 1993.